

Le Luxembourg durant la Première Guerre mondiale (1914 et 1918) – repères chronologiques :

1914 :

28 juin 1914 : Assassinat du prince héritier de l'Empire d'Autriche-Hongrie, François-Ferdinand, et de son épouse à Sarajevo.

2 août 1914 : Sans que le Gouvernement luxembourgeois n'en ait eu vent au préalable, un premier détachement militaire allemand pénètre, aux alentours de 19 heures, par le Nord en territoire luxembourgeois, et ce en vue d'occuper la gare de Troisvierges (« Ulflingen »). De là, les troupes allemandes procèdent à l'arrachage des voies ferrées jusqu'à la frontière. L'occupation s'étend, dans les heures qui suivent, à l'ensemble du pays : Differdange, Bascharage, Bettembourg, Eich, Capellen, Windhof, Grevenmacher tombent les unes après les autres entre les mains de l'occupant. Le Gouvernement luxembourgeois, par la voix de Paul Eyschen, proteste auprès de l'envoyé allemand Von Buch contre ce qu'elle considère être une violation de la neutralité luxembourgeoise définie par le Traité de Londres (1867). Eyschen obtient le jour même de la part du chancelier Bethmann-Hollweg l'assurance qu'il ne s'agit là aucunement d'un acte dirigé contre le Luxembourg, « pays-ami », mais d'une mesure préventive visant à protéger l'Allemagne contre l'imminence d'une attaque militaire française.

2 août 1914 : Les mines, ainsi que les usines de Dudelange, Esch-Schifflange et Dommeldange, qui relèvent toutes du groupe sidérurgique luxembourgeois « Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange » (ARBED), cessent toute activité.

2 août au 7 août 1914 : Ordre de mobilisation lancé par la « Deutsche Gesandtschaft » (sise au n°20, Bäkerstrasse, à Luxembourg) aux ressortissants allemands résidant au Grand-Duché.

3 août 1914 : Déclaration de guerre de l'Allemagne à la France.

4 août 1914 : Ordre de mobilisation lancé par le consulat d'Autriche-Hongrie à Luxembourg à ses ressortissants résidant au Grand-Duché. Le « Reichsmark » remplace le franc luxembourgeois comme unité de paiement.

8 au 9 août 1914 (et journées suivantes) : Alors que l'Italie est encore neutre, ses citoyens sont appelés sous les drapeaux, ce qui provoque de nombreux départs au sein de la communauté italienne au Luxembourg. Les autorités luxembourgeoises s'efforcent d'organiser les départs avec l'aide de la Légation d'Italie. Les immigrés italiens du Bassin Lorrain, que la France refoule vers le Grand-Duché, viennent grossir les rangs des candidats au départ.

9 août 1914 : Devant la flambée des prix des denrées alimentaires, le Gouvernement luxembourgeois soumet au Conseil d'Etat un avant-projet de loi autorisant le Gouvernement à fixer par « arrêté provisoire » le prix maximum « des objets d'un usage quotidien, notamment des denrées d'alimentation et des fourrages de toutes espèces, ainsi que des matières premières de chauffage et d'éclairage ». Le projet de loi en question entre en vigueur le 28 novembre 1914.

10 août 1914 : La Société de la Croix-Rouge luxembourgeoise voit le jour. Des comités locaux se constituent à travers le pays. La Grande-Duchesse Marie-Adélaïde (1894-1924) fait aménager dans les locaux du « Hofmarschallamt » un hôpital militaire, où elle prend en charge, avec sa mère et ses

sœurs, les blessés de guerre allemand et français.

21 août 1914 : En France, un décret du Ministre de la Guerre invite les étrangers souhaitant s'engager comme volontaires dans la Légion étrangère à se présenter aux bureaux de Paris et de la province. Une colonne de Luxembourgeois (ils sont au nombre de 3.000, selon un certain nombre de sources) se rend aux Invalides.

30 août au 28 septembre 1914 : Le Grand Quartier Général de l'état-major de l'armée allemande est transféré d'Esch-sur-Alzette à Luxembourg. Son siège se trouve dans le bâtiment d'école situé en face de la Poste centrale. C'est de Luxembourg que l'état-major allemand dirige les opérations militaires de la première bataille de la Marne (6 au 13 septembre 1914).

6 septembre 1914 : L'Empereur allemand Guillaume II de Hohenzollern séjourne à Luxembourg, faisant part de son souhait d'être reçu par la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde au Château de Berg. Sur les conseils de Paul Eyschen, Marie-Adélaïde et sa mère, la Grande-Duchesse Marie-Anne, accueillent le Kaiser au Palais.

28 septembre 1914 : Le Quartier Général de l'état-major allemand est transféré à Charlevilles-Mézières. L'Empereur allemand quitte le Grand-Duché.

Fin septembre 1914 : Quatre hauts fourneaux sont remis à feu à Dudelange et un à Esch-Schifflange.

Octobre 1914 : Un haut fourneau de Dommeldange est de nouveau mis à feu, travaillant en fonte de moulage. Les aciéries et les laminoirs de Dudelange reprennent leurs activités.

Novembre 1914 : Les aciéries Martin et électriques de Dommeldange reprennent leurs activités.

28 novembre 1914 : La loi sur les prix maxima dispose que toute personne qui exige un prix supérieur au prix maximum établi par le Gouvernement ou qui dissimule des provisions, encourt une amende de 26 à 30.000 francs et une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans.

1914-1918 : L'occupation allemande n'affecte pas outre mesure les activités des banques luxembourgeoises. Ainsi, le total des avoirs de la Caisse d'Epargne s'élève à 109 millions de francs luxembourgeois. La « Banque Internationale à Luxembourg » prend des participations dans des entreprises métallurgiques et industrielles allemandes et étrangères (cf. union sidérurgique italienne ; la firme Walther et Cie de Cologne, spécialisée dans la chaudronnerie, etc.).

1915 :

8 février 1915 : Le Gouvernement fait procéder à un premier recensement des stocks de denrées disponibles : on dénombre l'équivalent de 1.407 wagons de farine.

23 mars 1915 : Compte tenu de l'insuffisance des réserves de pain, la Commune de Luxembourg introduit des tickets de rationnement pour le pain. Chaque habitant a désormais droit à une ration de 250 grammes de pain et à 200 grammes de farine.

9 mars 1915 : La Commune d'Esch-sur-Alzette, pratique, sous l'impulsion de son bourgmestre Jean-Pierre Michels (1877-1917), le rationnement du pain et fait procéder à la distribution de cartes de rationnement (« Brotkarte »).

15 mars 1915 : Face aux menaces de pénurie alimentaire, le Gouvernement se voit octroyer « les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre ». C'est la loi dite des « pouvoirs dictatoriaux ». En clair, le Gouvernement d'alors – ainsi que les gouvernements ultérieurs – se réservent le droit d'intervenir dans le domaine économique, ce qui tranche avec la politique de libéralisme économique poursuivie jusque-là.

18 mars 1915 : Au Luxembourg, un premier arrêté ordonne la saisine des stocks de céréales et de farines.

31 mars 1915 : La Commune de Kayl se plaint de ce que des personnes des localités avoisinantes viennent s'approvisionner en pain (en échangeant leurs tickets de rationnements...) dans les boulangeries de la commune kayloise, alors que ce pain-là est réservé en priorité aux habitants de Kayl.

2 avril 1915 : Au Luxembourg, un second arrêté ordonne la saisine des stocks de céréales non livrés.

8 mai 1915 : Au Luxembourg, des premières restrictions sont édictées dans le domaine de la fabrication du pain. Un arrêté ministériel stipule e.a. que le pain devra dorénavant se composer de farine, mélangé à 10% de farine d'avoine.

22 mai 1915 : L'Italie entre en guerre aux côtés des pays de l'Entente.

23 mai 1915 : En Italie, ordre de mobilisation des troupes.

29 juin 1915 : Le Conseil communal de Luxembourg lance un appel à la solidarité à destination des couches « aisées » des habitants de la capitale. En effet, ceux-ci sont invités à livrer au bureau de surveillance de la Commune (« Kontrollstelle ») les surplus de pain, qui seront redistribués aux familles ouvrières nécessiteuses.

Eté 1915 : Au Luxembourg, nouvelle flambée des prix des denrées alimentaires : le pain blanc de cinq livres passe de 20 sous en juin 1914 à 30 sous un an plus tard. Le prix des pommes de terre passe de 18, 20, 22 francs. Le prix des haricots, pois et lentilles a triplé.

4 octobre 1915 : Deuxième attaque aérienne de Luxembourg-Ville. 24 bombes sont larguées dans le périmètre autour de l'Eglise Saint-Michel.

12 octobre 1915 : Le Ministre d'Etat et Président du Gouvernement Paul Eyschen (1841-1915), qui a marqué pendant plus d'un quart de siècle la vie politique luxembourgeoise, décède. Mathias Mongenast (1843-1926) est chargé de former un nouveau gouvernement.

12 octobre 1915 au 6 novembre 1915 : Mathias Mongenast est Président du Gouvernement faisant fonction suite au décès de Paul Eyschen. Victor Thorn (Directeur général de la Justice et des Travaux publics) et Ernest Leclère (Directeur général de l'Intérieur) font partie du nouveau gouvernement. Le Gouvernement Mongenast démissionne pour cause de mésentente avec la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde à propos de la nomination d'un candidat au poste vacant de directeur de l'Ecole normale.

6 novembre 1915 : La Grande-Duchesse Marie-Adélaïde nomme un nouveau gouvernement composé uniquement de membres du Parti de la droite. Le ministère d'Etat et la présidence du Gouvernement sont confiés à Hubert Loutsch (1878-1946).

6 novembre 1915 au 24 février 1916 : Le Gouvernement Hubert Loutsch préside désormais aux destinées du Luxembourg. Edmond Reiffers (Directeur général des Finances et de l'Instruction publique), Guillaume Soisson (Directeur général des Travaux publics et de l'Agriculture) et Jean-Baptiste Sax (Directeur général de la Justice et de l'Intérieur, chargé provisoirement des Finances et de l'Instruction publique) composent la nouvelle équipe gouvernementale.

15 novembre 1915 : Décès au Château de Birtrange de Félix de Blochausen (1834-1915), ancien Ministre d'Etat et Président du Gouvernement. F. de Blochausen fut un adversaire politique déclaré de feu Paul Eyschen.

1916 :

24 février 1916 au 18 juin 1917 : Un Gouvernement d'union nationale présidé par Victor Thorn (1844-1930) dirige désormais le pays. Ce gouvernement comprend deux libéraux (Victor Thorn et Léon Moutrier), deux catholiques (Léon Kauffmann et Antoine Lefort) et un socialiste (Michel Welter). La tâche principale de ce gouvernement consiste à trouver des solutions aux problèmes que soulève le ravitaillement de la population. Afin de juguler l'inflation, le gouvernement Thorn décrète des prix maxima et introduit le rationnement.

Février 1916 : Introduction des cartes de rationnement pour le beurre.

15 mars 1916 : La Commune d'Esch-sur-Alzette se plaint auprès de la « staatliche Butterzentrale » de l'insuffisance des livraisons de beurre pour approvisionner la population ouvrière eschoise.

Printemps 1916 : Compte tenu de la flambée des prix, le Gouvernement décide d'accorder une indemnité de vie chère aux agents de l'Etat, emboîtant ainsi le pas au secteur de la sidérurgie. Cette mesure sera élargie plus tard aux employés et ouvriers communaux (20 novembre 1918).

21 février au 21 juillet 1916 : Bataille de Verdun.

18 juin 1916 : Attaque aérienne sur le Luxembourg.

27 août 1916 : Des ouvriers en colère se réunissent à Esch-sur-Alzette pour protester contre les dernières mesures gouvernementales édictées dans le domaine du ravitaillement, qu'ils jugent inefficaces pour contrer la flambée des prix des denrées alimentaires.

1er septembre 1916 : Fondation du « Berg- und Hüttenarbeiterverband » à Esch-sur-Alzette.

1er septembre 1916 : Introduction des cartes de rationnement pour la viande. Les rations s'élèvent à 100 grammes par jour et par personne.

3 septembre 1916 : Fondation du « Luxemburger Metallarbeiterverband » à Luxembourg.

3 novembre 1916 : Signature à Berlin des « accords secrets » entre le Luxembourg (représenté par Victor Thorn et Michel Welter) et l'Allemagne, par lesquels le Luxembourg renonce à acheter lui-même des vivres auprès des pays neutres. Autrement dit, le Luxembourg s'en remet aux autorités allemandes pour l'achat de vivres...

16 novembre 1916 : Bombardement de Differdange.

22 décembre 1916 : La majorité des députés retirent la confiance à Michel Welter, que l'on tient

responsable des problèmes persistants dans le domaine du ravitaillement et que l'on accuse d'être trop complaisant vis-à-vis des Allemands. Ernest Leclère succède à Welter.

1917 :

Début 1917 : Devant l'insuffisance des livraisons de denrées alimentaires en provenance d'Allemagne, le Gouvernement réclame la livraison de 400 wagons supplémentaires. Les autorités allemandes exigent en contrepartie que le Gouvernement luxembourgeois procède à des restrictions dans le domaine de la législation sociale dans les usines, comme la réduction de la durée de journée de repos hebdomadaire.

5 février 1917 : Nouvelle flambée des prix des denrées alimentaires : le prix d'une livre de lard s'élève à 10 francs, le prix d'une douzaine d'oeufs à 5-6 francs.

12 février 1917 : A Differdange, destruction par les troupes allemandes d'un avion français.

6 avril 1917 : Entrée en guerre des Etats-Unis d'Amérique aux côtés des pays de l'Entente.

30 mai au 7 juin 1917 : Face à la détérioration des conditions de vie et de travail, face au refus patronal d'augmenter les salaires, les ouvriers de la sidérurgie entament une grève ; la grève est durement réprimée par les troupes allemandes, placées sous le commandement du Général Richard Karl von Tessmar (1853-1928). Devant l'intransigeance des patrons d'usine, les ouvriers sont contraints de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction. Les meneurs de grèves sont durement sanctionnés, des listes noires sont publiées.

18 juin 1917 : Démission du gouvernement Thorn.

19 juin 1917 : Léon Kauffmann (1869-1952) met sur pied un gouvernement de coalition avec les libéraux. Le nouveau gouvernement a pour tâche de réformer la Constitution luxembourgeoise dans un sens plus démocratique.

27 octobre 1917 : Le Gouvernement introduit des bons d'achat dans toutes communes du pays.

Octobre-novembre 1917 : Révolution d'Octobre et arrivée au pouvoir des bolchéviques dans l'ancien Empire tsariste.

8 novembre 1917 : Mutinerie de soldats allemands, en attente à la Gare de Luxembourg de leur départ pour le front, menacent de se révolter, si on ne leur donne pas de quoi se nourrir.

1918 :

8 janvier 1918 : Proclamation des « quatorze points » par le président américain Wilson.

3 mars 1918 : La Russie signe la paix de Brest-Litovsk.

28 mars 1918 : Bombardement de Bonnevoie ; on déplore neuf morts.

11 mai 1918 : Les troupes d'occupation allemandes installent des canons anti-aériens à Fetschenhof.

8 juillet 1918 : Bombardement de Clausen.

18 juillet 1918 : Début de l'offensive alliée sous le commandant du maréchal Foch.

28 juillet et 4 août 1918 : Elections pour la Chambre constituante, qui est chargée de procéder à la révision de la Constitution luxembourgeoise dans un sens démocratique.

16 août 1918 : Léon Kauffmann, Ministre d'Etat, assiste à une visite privée du chancelier allemand Georg Graf von Hertling (1843-1919) auprès de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde. Le geste de Kauffmann discrédite son gouvernement, contraint de démissionner.

27 août 1918 : Baisse continue du cours du mark allemand.

28 août 1918 : Léon Kauffmann autorise les producteurs de tabac à se servir des feuilles de poiriers, de pommiers, de noyers et de feuilles de topinambour comme substitut pour la fabrication de produits de tabac.

28 septembre 1918 : Démission du gouvernement Kauffmann ; Emile Reuter (1874-1873) est appelé à former un nouveau gouvernement de coalition qui comporte des représentants des quatre principaux partis politiques.

Septembre 1918 : Les vols dans les maisons et dans les champs se multiplient, de même que les ventes judiciaires de biens immobiliers. La création de milices (« Bürgerwehr ») est autorisée par arrêté grand-ducal.

14 octobre 1918 : Epidémie de grippe espagnole au Luxembourg, fermeture des écoles primaires et des écoles moyennes. Médiocre qualité du pain ; rareté des denrées alimentaires.

15 octobre 1918 : Le Président américain Thomas Woodrow Wilson (1856-1924) rejette la proposition de paix allemande du 12 octobre, ce qui accroît la menace d'une guerre pour le Luxembourg. La Grande-Duchesse Marie-Adélaïde s'adresse au Pape Benoît XV (1854-1922) pour qu'il demande aux pays belligérants de respecter la neutralité du Luxembourg.

28 octobre 1918 : Dans la Caserne du Saint-Esprit sont internés un Argentin, un Américain et un Canadien, qui ont été contraints d'atterrir au Luxembourg en raison d'une panne de carburant.

Premiers jours de novembre 1918 à début janvier 1919 : Arrêt provisoire de l'usine de Dudelange. L'arrêt de l'usine d'Esch-Schiffange se prolonge jusqu'en avril 1919.

10 et 11 novembre 1918 : Formation à Luxembourg d'un soviet sur le modèle des conseils révolutionnaires d'ouvriers et de paysans existant en Russie. A la Chambre des Députés, les libéraux et les socialistes demandent la déchéance de la dynastie en lui reprochant ses interventions dans la vie politique et ses relations avec l'occupant. La motion est rejetée de justesse.

11 novembre 1918 : Conclusion de l'Armistice entre l'Empire allemand et les pays de l'Entente.

12 novembre 1918 : Un groupe d'une centaine de prisonniers de guerre français et belge, relâchés par les autorités militaires allemandes, arrivent en gare de Luxembourg, où ils sont chaleureusement accueillis par la foule en liesse. La Commune de Luxembourg prend en charge leur nourriture et leur logement.

13 novembre 1918 : Près de 2.000 prisonniers de guerre russe arrivent à Esch-sur-Alzette, où ils

sont pris en charge par la municipalité et par des habitants.

17 novembre 1918 : L'arrivée des troupes de l'Entente étant imminente, les troupes allemandes commencent à évacuer le Grand-Duché.

18 novembre 1918 : Les derniers contingents allemands quittent la Commune d'Esch-sur-Alzette.

21 novembre 1918 : Un contingent de 1.500 soldats américains, placés sous le commandement du Général John Joseph Pershing (1860-1948), entre à Luxembourg. Un deuxième contingent américain fait son entrée à Esch-sur-Alzette le même jour.

22 novembre 1918 : Le 109e régiment d'infanterie de ligne de l'armée française, placé sous le commandement du lieutenant-colonel Randier, entre à Luxembourg.

23 novembre 1918 : Le lieutenant-colonel Randier est reçu au Château de Berg par la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde.

25 novembre 1918 : Visite-éclair du Maréchal Ferdinand Foch (1851-1929) à Luxembourg, accueil par le Bourgmestre de Luxembourg Luc Housse (1871-1930) ; entretien avec le Général américain Joseph Théodore Dickman (1857-1927), commandant de la 3e armée américaine. - Foch séjourne à la Villa d'Hanoncelles-de-Gargan, sise au n°10 rue Joseph, qui appartient à Monsieur d'Hanoncelles, un ami intime du Général Maxime Weygand (1867-1965).

26 novembre 1918 : Assemblée constitutive de la « Ligue française » à l'Hôtel Brosius, qui réclame le rattachement économique du Grand-Duché à la France.

27 novembre 1918 : A Esch-sur-Alzette, des soldats américains sont pris à parti par des manifestants alors qu'ils effectuent leurs achats à l'épicerie « Gerson », sise dans la rue de l'Alzette. Des vitres sont brisées, les pavillons français, américain et luxembourgeois qui pavoisaient la façade de l'immeuble sont jetés à terre.

11 décembre 1918 : Arrêté grand-ducal réglant l'échange des marks contre des bons de caisse luxembourgeois au cours de 1,25 francs le marc ; pertes énormes essuyées par les banques luxembourgeoises.

11 décembre 1918 : Le « LW » (14 décembre 1918) rapporte que le Maréchal Philippe Pétain (1856-1951) séjourne à Luxembourg et qu'il loge à l'Hôtel Neyens.

12 décembre 1918 : Nouvelle visite-éclair du Maréchal Foch au Luxembourg ; de là, il poursuit son périple vers Trèves, où il doit prendre part aux négociations en vue de prolonger l'armistice conclu avec les Allemands.

14 décembre 1918 : Afin de désamorcer une situation sociale jugée explosive, le gouvernement Reuter introduit la journée de huit heures sans réduction de salaire.

15 décembre 1918 : Le Maréchal Foch est reçu par la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde. Il établit son Quartier général dans le bâtiment du Conservatoire.

16 décembre 1918 : Le Maréchal Foch nomme le Général de la Tour commandant de la place de Luxembourg. Le Général de la Tour établit son bureau dans l'immeuble du « Cercle » à Luxembourg.

19 décembre 1918 : Le gouvernement Reuter dénonce l'appartenance au « Zollverein » et met fin aux droits d'exploitation des chemins de fer. Reuter, Liesch et Welter se rendent à Paris en voiture, où ils doivent être reçus par Stéphane Pichon (1857-1933), Ministre français des Affaires étrangères.

20 décembre 1918 : Les billets de banque allemands sont échangés contre des billets de banque luxembourgeois au cours de 1 mark = 1,25 franc.

23 décembre 1918 : Le Ministre français des Affaires étrangères Stéphane Pichon fait savoir qu'il est disposé à recevoir les ministres luxembourgeois à titre privé, et non pas en qualité de représentants de la Grande-Duchesse.

27 décembre 1918 : A leur retour de Paris, les ministres luxembourgeois font part à la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde du souhait de la France de la voir abdiquer au plus vite.

Décembre 1918 : Le Maréchal Foch séjourne de nouveau à Luxembourg. L'édition du « LW » du 27.12.1918 rapporte qu'il assiste à la Messe de Noël à la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg.

1919 :

4 janvier 1919 : Le Gouvernement luxembourgeois décide d'émettre du papier-monnaie.

9 janvier 1919 : La Compagnie des Volontaires se révolte et un comité de salut public proclame la république. Ce mouvement est rapidement étouffé par l'intervention des troupes françaises.

10 janvier 1919 : Fragilisée tant sur le plan intérieur qu'extérieur, la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde abdique en faveur de sa sœur puînée Charlotte.

15 janvier 1919 : La Grande-Duchesse Charlotte (1896-1985) prête le serment constitutionnel.

18 janvier 1919 : Début de la conférence de la paix de Paris.

28 janvier 1919 : La Grande-Duchesse Marie-Adélaïde quitte le Grand-Duché.

21 février 1919 : Le Gouvernement Reuter engage des pourparlers simultanés avec la France et la Belgique en adressant aux deux pays une note dans laquelle il demande une union économique et monétaire.

18 mars 1919 : La Chambre des Députés vote par 30 voix contre 20 la tenue d'un référendum.

16 mars 1919 : Les engagés volontaires luxembourgeois survivants qui s'étaient engagés dans la Légion étrangère défilent à Luxembourg.

26 avril 1919 : Instauration par le Gouvernement des conseils d'usine dans les entreprises industrielles qui occupent au moins 50 ouvriers.

27 avril 1919 : Grande manifestation à Luxembourg pour le maintien de la liberté et de l'indépendance du Grand-Duché.

15 mai 1919 : La Chambre des Députés vote la loi qui porte révision de la Constitution luxembourgeoise : introduction du suffrage universel pour tous les citoyens luxembourgeois, hommes et femmes, âgés d'au moins 21 ans, et représentation proportionnelle.

28 mai 1919 : A Paris, le « Conseil des Quatre » (Wilson, Clémenceau, Lloyd George et Orlando) reçoit une délégation luxembourgeoise, menée par le Ministre d'Etat et Président du Gouvernement Emile Reuter.

28 juin 1919 : Signature du traité de Versailles.

13 août 1919 : Persistance des problèmes d'approvisionnement. - Alors que la Chambre des Députés discute d'une indemnité de vie chère à attribuer aux ouvriers, un groupe d'ouvriers excédés en provenance du bassin minier se rend à Luxembourg : la Chambre des Députés est prise d'assaut, s'ensuivent d'importants dégâts matériels.

20 août 1919 : Compte tenu du mécontentement général devant l'incapacité du Gouvernement de faire observer les prix maxima, des incidents éclatent un peu partout dans le pays. A Luxembourg, un groupe de 40 à 50 ouvriers originaires du bassin minier apparaît sur le marché et oblige les marchands à vendre leur beurre au prix légal de 4 francs au lieu des 6,25 demandés.

28 septembre 1919 : Le gouvernement organise un référendum, dans lequel les Luxembourgeois sont invités à s'exprimer sur l'avenir économique du pays, le régime politique et sur la personne de la Grande-Duchesse Charlotte. 73% des électeurs se prononcent pour l'union économique avec la France. De même, 80% des électeurs se prononcent en faveur du maintien de la monarchie, ce qui renforce la légitimité de la Grande-Duchesse Charlotte.

31 octobre 1919 : Le gouvernement accorde aux employés privés une série d'avantages qui les distinguent des ouvriers : délégations distinctes, durée de travail limité à huit heures par jour, congé payé annuel de 10 à 20 jours selon l'ancienneté de service et garanties en matière de sécurité de l'emploi.

26 octobre 1919 : Au Luxembourg, tenue des premières élections démocratiques au suffrage universel : le Parti de la Droite est le grand vainqueur de ces élections.

1919 : Les usines allemandes implantées au Grand-Duché sont mises sous séquestre. Les installations sidérurgiques de la « Gelsenkirchener AG » à Esch-sur-Alzette sont rachetées par la « Société Métallurgique des Terres Rouges », groupe franco-belge créé sous l'impulsion d'Emile Mayrisch, directeur général de l'ARBED. Les minières de la « Gelsenkirchener AG » en Lorraine sont rachetées par une société sœur, en l'occurrence la « Société minière des Terres Rouges ». Un autre groupe franco-belge, constitué sous la houlette de l'industriel français Théodore Laurent, directeur général de la « compagnie des forges et aciéries de la Marine et d'Homécourt », rachète la « Deutsch-Luxemburgische AG » (Differdange) et fonde la HADIR (S.A. des Hauts fourneaux de Differdange, St. Ingbert et Rumelange).

Stéphanie Kovacs
Pour la Bibliothèque nationale de Luxembourg